

**Jean-Christian Lambelet s'est attiré les foudres de son parti en critiquant le plan de désendettement de l'Etat. La gauche, elle, applaudit le professeur radical.** ARCHIVES

manquera pas d'aborder  
n.  
politique ne se gère pas de  
rationnelle, déclare le libéral  
Leuba. Cela fait dix ans que  
vise, il n'y a plus d'autre so-  
le frein aux dépenses. Cer-

tains radicaux centristes pourraient être tentés de se réfugier derrière une lecture politique du rapport CREA et considérer que le plan d'assainissement est trop contraignant, mais c'est un petit risque», estime le secrétaire du Parti libéral.

Si les porte-parole de la majorité font bloc derrière le projet de frein à l'endettement soumis le mois prochain au Grand Conseil, la gauche trouve que Jean-Christian Lambelet, sa bête noire il y a deux ans, devient beaucoup plus

ter octobre le chef du département Service de l'économie du canton de Vaud.

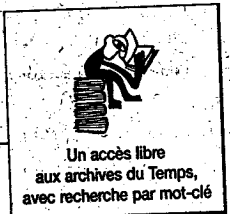
Les conclusions du rapport CREA sont ambiguës pour le citoyen qui devra voter le 29 novembre sur le frein à l'endettement. Voter oui? «C'est entériner un plan qui n'attaque pas le vrai problème». Mais voter non? «Ce serait donner un faux signal, car il y a indiscutablement un effort à faire», écrivent les auteurs. «Je voterai oui, mais je serai mal à l'aise», répond Jean-Christian Lambelet quand on lui pose personnellement la question.

«Vous voyez bien, rétorque le secrétaire radical Nicolas Imhof, c'est tout à fait le genre de message qu'on ne peut pas donner en politique.»

Le [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch), le site internet du Temps offre un accès gratuit à des articles du journal. Dès l'aube, la nouvelle édition est accessible en ligne. Les archives du Temps peut être consultée à l'aide d'un moteur de recherche. La même page offre un Café Electronique, lieu unique d'échanges, de rencontres et de débats où les internautes dialoguent et donnent leur avis sur l'actualité.

Rejoignez-nous sur le site du Temps en pianotant [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)

- Suisse
- Opinions
- Régions
- Société
- Editorial
- La Une
- Le fait du jour
- International



Le film du siècle  
Pour ou contre le numerus clausus en médecine?  
Penser du génie génétique?  
Faut-il soutenir l'initiative «Oui à l'Europe»?



- Comment réagir à l'eczéma des enfants?
- Faut-il croire ces nouveaux livres qui enseignent l'art de la giffe?



Le sens des nuances

mailto:dirdecleyre@mmd.ch

## GENÈVE • Les partisans de la Maison des associations digèrent mal leur échec

# Laurent Moutinot est accusé de trahir les siens

«**C**hoqués et «déçus», les militants de la Fédération associative (FEA) se résignent difficilement à abandonner leur projet de maison commune dans les anciens immeubles du journal *La Suisse* (LT du 24 août). Après une occupation symbolique des locaux, ils ont fait, hier, une dernière tentative, pour convaincre le département de Laurent Moutinot. En vain. L'Etat n'enverra même pas un représentant à la vente aux enchères de jeudi prochain.

«M. Moutinot manque de volonté politique et semble avoir oublié bien vite son passé associatif [...]», déplore la FEA dans un communiqué au ton acidulé dont l'un des signataires, Régis de Battista, député au Grand Conseil, est, tout comme le chef du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL), membre du Parti socialiste.

Plus mesurée, Christine Sayegh, autre élue du PS, qui accompagnait, hier matin, les repré-

sentants de la FEA, n'en déplore pas moins que l'Etat «rate une véritable occasion.» Pour elle, «ce n'est pas parce que Genève connaît une situation financière difficile qu'il faut devenir frileux et s'interdire tout projet!»

L'échec de la solution des locaux de *La Suisse* n'enterre pourtant pas le projet de Maison des associations que le canton assure vouloir soutenir. Reste que du côté de la FEA, décidément dépitée, on paraît douter de cette volonté. «Il faudra bien trouver un lieu vaste pour tous les groupements intéressés et l'Etat ne possède actuellement aucun bâtiment adéquat», relève Régis de Battista qui craint que le dossier ne soit renvoyé aux calendes grecques.

«Il ne nous reste plus qu'à être très attentifs à la manière dont ce dossier va être traité, déclare Christine Sayegh. Pas question de rester passifs. Nous devons, dès maintenant, être à l'affût de toutes les occasions qui pourraient se présenter.»

**Anne Kauffmann**